



SPÉCIAL FORMATION
CHANGER DE VOIE, CHANGER DE VIE

25
MÉTIER
À EXERCER... EN 2025

Toutes les études prospectives le disent : plus de la moitié des métiers de demain n'existent pas encore. À l'horizon 2030, 2050, de nouvelles fonctions transformeront le marché du travail. A ce jour, tous les cadres, salariés, indépendants, dans tous les secteurs, ont déjà vu leur quotidien bouleversé par les transitions entamées à la fin du siècle dernier : numérique, mais aussi environnementale, énergétique, sociale, sociétale... Voici les professions en évolution, qui devraient continuer à prendre de l'ampleur dans les trois années à venir. Et au-delà! © Par Laura Makary



PHOTO: © WAVEBERNE/ISTOCK/ADOBEL.COM

AUDIT, FINANCE

Le secteur se porte bien! Selon l'Omeca (Observatoire des métiers de l'expertise comptable, du commissariat aux comptes et de l'audit), 30 000 recrutements sont prévus d'ici 2025. L'univers bancaire et financier, en pleine transition, offre lui aussi des opportunités.

■ **Auditeur, de plus en plus orienté conseil**
 Dans le Big Four (EY, Deloitte, PwC, KPMG) comme ailleurs, les auditeurs sont courtisés. Très recherchés, même, les cabinets peinent à fidéliser les jeunes talents. L'auditeur est tourné vers l'analyse et l'optimisation du fonctionnement d'un service. S'il est financier, il se plonge dans les comptes. Son rôle est donc hautement stratégique. Le cabinet PwC relève que «la place de la technologie va croissant» dans ces fonctions,

avec de plus en plus de logiciels pour traiter les données, permettant à cet observateur de se concentrer sur l'analyse. «Avec l'exploitation massive des données, la profession se tourne de plus en plus vers la partie conseil. L'auditeur travaille aujourd'hui avec des data scientists, très présents dans ces secteurs», souligne Mathieu Carrier, directeur ingénierie et innovation de l'Opco Atlas, opérateur de compétences des services financiers et du conseil.
FORMATION: bac+5 en école de commerce ou à l'université (master CCA ou finance).
SALAIRE: 42 000 euros annuels en moyenne (Apec), et jusqu'à 65 000 euros pour les plus expérimentés.

■ **Analyste ESG/ISR, le détecteur d'Impact**
 Pour investir, les métriques financières ne sont plus suffisantes, la question de l'impact est aussi détermi-

nante. L'analyste ESG/ISR étudie justement les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, afin de donner toutes les cartes en main à l'investisseur. Le groupe financier Oddo BHF estime que l'ISR (investissement socialement responsable) «va beaucoup plus loin»: «Son but est de capturer un rendement de long terme, tout en participant au bien-être de la société et à la préservation de la planète.»
FORMATION: bac+5 en école de commerce ou à l'université, avec une spécialisation RSE (responsabilité sociétale des entreprises).
SALAIRE: 46 000 euros annuels en moyenne (Glassdoor), et jusqu'à 80 000 euros pour les meilleurs profils (Cadremploi).

■ **Chef de projet SI finance, un mix précieux**
 Les directions financières des grandes entreprises sont

franches de ce profil hybride, aussi à l'aise en contrôle de gestion qu'en informatique. A lui d'aider à mettre en place de nouvelles solutions numériques au sein des services financiers: nouveau process, dématérialisation... Il échange avec les usagers, prépare un cahier des charges avec les ressources nécessaires, puis coordonne le projet pour répondre au besoin. En pleine transformation numérique des sociétés, ces profils sont et resteront précieux!
FORMATION: bac+5 en école d'ingénieurs, de commerce, ou à l'université. Un double diplôme commerce/ingénieur est idéal.
SALAIRE: 50 000 euros annuels en moyenne (Talent.com), et plus de 65 000 euros pour les plus expérimentés.



LA SANTÉ SOUFFRE TOUJOURS D'UNE PÉNURIE DE TALENTS

On le sait, ce secteur est en mal de personnel médical et paramédical (médecins, aides-soignants, infirmiers), mais aussi d'encadrants. Selon l'Apec, les fonctions de directeur de maison de retraite, d'établissement social et médico-social, de chef de service, de cadre de santé ont également le vent en poupe. «Les besoins sont gigantesques dans ces métiers, et ce sera toujours vrai dans cinq, dix ans, et au-delà», confirme Antoine Lecoq, directeur du cabinet de recrutement PageGroup. Le ministère du Travail indique que 350 000 recrutements seront nécessaires dans les métiers du grand âge d'ici à 2025.

COMMERCE, MARKETING

Son chiffre d'affaires dépasse les 110 milliards d'euros en 2021 selon la Fevad (Fédération de l'e-commerce et de la vente à distance). L'e-commerce explose et redistribue les cartes du secteur. Les entreprises recrutent des talents capables de vendre tout en maîtrisant les usages digitaux, mais surtout des experts de l'innovation, qui inventent le commerce de demain.

■ **Growth manager, l'aimant digital**

Né dans les start-up, il est désormais recherché par tout type d'entreprise. «Il crée une stratégie efficace, pour atteindre le client en utilisant tous les leviers sur Internet: référencement payant, gra-

tuit, SEO, SEA, traffic management...», détaille Quentin de Beaufort, directeur du cabinet de recrutement Robert Half. Cet hybride entre tech et marketing va littéralement «pirater la croissance» de son employeur, pour faire venir les internautes sur son site!
FORMATION: bac+5 en école de commerce, avec spécialisation en marketing digital.
SALAIRE: 38 000 euros pour un junior, 45 000 à 60 000 euros par an avec plus d'expérience.

■ **Business developer, le pisteur de nouveaux clients**

Identifier les nouveaux marchés, trouver les opportunités, définir une stratégie commerciale. Voilà les missions du «bizdev»! S'il est toujours recherché par les start-up, ce profil, souvent à l'aise sur les

sujets tech, intéresse aussi les PME, ETI et groupes. «Nos clients ont besoin de cette main-d'œuvre commerciale, avec des compétences moins silotées, plus polyvalentes, et une aisance technique», confirme Nolwenn Pigault, CMO de la plateforme de recrutement Golden Bees. Rien que sur LinkedIn, on trouve plus de 4 000 offres en France.
FORMATION: bac+5, école de commerce ou IAE.
SALAIRE: 40 000 euros en moyenne (Indeed). Cela augmente avec l'expérience, et surtout les résultats...

■ **Customer success manager, le pro de l'expérience client**

Le growth manager fait venir le chaland. Le business developer le fait signer. Et le customer success manager le fait

rester! «C'est le grand métier à la mode, très recherché en ce moment», souligne Manuelle Malot, directrice carrières et prospectives de l'Edhec. Et pour cause: ce profil entre technique, support et commercial garantit la qualité de l'expérience du client.

Objectif: le fidéliser et en faire un ambassadeur, en s'assurant de son contentement. Alors que les coûts d'acquisition explosent, ce profil est précieux pour les marques!
FORMATION: bac+5 commercial/marketing.
SALAIRE: 40 000 à 50 000 euros. Mais les heads of CSM se hisseront à 70 000-80 000 euros.

■ **Data marketing analyst, le décrypteur de données**

Dans le monde difficile du marketing en ligne, il faut des repères. C'est le rôle de cet





SPÉCIAL FORMATION

CHANGER DE VOIE, CHANGER DE VIE

25
**MÉTIER
 À EXERCER...
 EN 2025**

➔ **analyste**, qui compile les données de l'entreprise pour l'aider à maximiser son impact (et son chiffre d'affaires !). Il crée des bases de données, modélise et surtout rend compréhensible le tout, afin de participer à l'élaboration des stratégies. Start-up, PME et groupes s'arrachent les meilleurs profils. Aimer le numérique et les chiffres est nécessaire, mais pas suffisant. Pour être performant, cet expert doit comprendre son entreprise et son marché.
FORMATION : bac+5 de type «marketing et data analytics» en école de commerce ou à l'université.
SALAIRE : 39 000 à 50 000 euros selon expérience.

LOGISTIQUE,
 SUPPLY CHAIN

La logistique pèse 10% du PIB français et près de 2 millions d'emplois. «Avec l'explosion de l'e-commerce, c'est un secteur en forte progression, qui va évoluer, avec de nouvelles compétences», souligne Olivier Faury, enseignant-chercheur en supply chain management à l'EM Normandie. L'association professionnelle France Logistique prévoit en effet une hausse de 20% du nombre de salariés d'ici 2030.

■ **Responsable supply chain, le maillon fort de la chaîne**
 Ce profil est particulièrement recherché dans les PME et ETI

industrielles, relève le cabinet Michael Page. Et pour cause, ce profil technique est essentiel, puisqu'il pilote l'ensemble des flux logistiques d'une organisation : approvisionnements, niveau des stocks, commandes, distribution... Il est encore plus capital dans le cadre d'une entreprise multisite.
FORMATION : bac+5 en école d'ingénieurs ou de commerce, avec une spécialisation logistique/supply chain, puis une expérience dans l'univers industriel.
SALAIRE : de 35 000 euros pour un junior à 70 000 euros pour un directeur supply chain.

■ **Data analyst supply chain, le maître des chiffres de l'appro**
 Les besoins en data analysts restent forts. Notamment dans l'univers de la supply chain ! La compréhension fine des données et les tableaux de bord de cet

analyste sont précieux à tout le service, afin de maintenir l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement. Il lui appartient de proposer des processus d'optimisation, à partir des milliers de données récoltées et traitées.
FORMATION : école d'ingénieurs ou master universitaire, avec une spécialisation en big data et/ou en supply chain.
SALAIRE : de 50 000 euros pour les juniors à plus de 100 000 euros pour les seniors.

■ **Responsable logistique durable, un traffic manager low impact**
 S'ils sont encore rares, ces postes hybrides entre logistique et RSE pourraient se multiplier. «Ces profils seront clés, car il y a de plus en plus de démarches pour que nos flux soient moins impactants pour l'environnement», acquiesce Olivier Faury, de l'EM Normandie.

Le rôle du responsable logistique est de coordonner le trafic de marchandises, de réduire délais, stocks et coûts. Avec cette dimension durable, il veille aussi à minimiser l'impact de l'activité.
FORMATION : accessible avec un BUT (bachelor universitaire de technologie - ex-DUT), mais un master en projets logistiques ou gestion de production logistique offrira plus de responsabilités.
SALAIRE : 35 000 à 55 000 euros, selon l'expérience. 80 000 euros pour un responsable de plateforme.

■ **Architecte supply chain, un concepteur de flux globaux**
 Cette étoile montante du secteur crée un réseau de pilotage des flux logistiques, avec un périmètre plus global que ses collègues (optimisation des processus, des équipements, approvisionnement, ➔



PHOTO : © IUSARIENOVSKI - STOCK.ADOBE.COM

LES ÉNERGIES,
 PORTEUSES D'AVENIR

Face à l'indispensable transition énergétique, de nombreuses professions prennent du galon, notamment chez les ingénieurs. Citons l'économiste de flux, travaillant pour les entreprises comme pour les collectivités, l'ingénieur en énergie renouvelable, souvent spécialisé (hydrogène, hydraulique, solaire, géothermie), mais aussi tous les métiers de la filière œuvrant sur les systèmes thermiques et photovoltaïques, allant de la conception à l'installation. L'Ademe estime ainsi que la Stratégie nationale bas carbone créera en France de 300 000 à 500 000 emplois d'ici à 2030.



25 MÉTIERS À EXERCER... EN 2025

→ suivi en temps réel, etc.) et un horizon de long terme. Il conçoit les réseaux, sur l'ensemble du flux, « jusqu'à la livraison dernier kilomètre et la logistique retour ». Soit « une expertise peu développée sur les postes en ingénierie supply chain aujourd'hui », selon Michael Page.

FORMATION : bac+5 école d'ingénieurs, de commerce ou université, en supply chain, commerce international ou systèmes logistiques.
SALAIRE : au-delà de 50 000 euros. De 70 000 à 80 000 euros avec dix ans d'expérience.

BTP

Entre nouvelles technologies et évolutions réglementaires (réforme du DPE - diagnostic de performance

énergétique -, label RGE - reconnu garant de l'environnement), le secteur est en pleine mutation, avec de nouveaux besoins pour les entreprises pour ce qui est des talents. D'autant que la rénovation de millions de logements est prévue pour les prochaines décennies...

■ BIM manager/modélisateur, le chef d'orchestre des bâtiments 3D

Cet expert de l'informatique et de la construction crée une maquette collaborative 3D du bâtiment (BIM signifie « bâti immobilier modélisé »). Chaque corps de métier a ainsi accès à un suivi précis du projet de construction ou de rénovation, tout en maîtrisant les différentes contraintes, mais surtout le nerf de la guerre, les coûts ! Le BIM manager coordonne le projet, tandis que le modélisateur crée la maquette. « Il y a de gros besoins sur ces fonctions et nous n'en sommes qu'au début », relève Dominique Naert, directeur du mastère Executive immobilier et bâtiments durables à l'École des Ponts Paris Lech.
FORMATION : bac+5 en génie civil à l'université, en école d'ingénieurs BTP, ou en école d'architecture.

Il existe plusieurs mastères spécialisés BIM.
SALAIRE : 45 000 à 53 000 euros selon l'expérience (Batiactu).

■ Ingénieur efficacité énergétique, le spécialiste anti-gaspi

Entre la réforme du DPE et les nouvelles contraintes sur les passoires thermiques, cet ingénieur a du pain sur la planche ! Son rôle est d'analyser la consommation d'énergie du bâtiment afin de l'optimiser, en fournissant des solutions faisables, précises et chiffrées. Il n'oublie pas d'intégrer des énergies renouvelables dans ses projets.

FORMATION : diplôme d'ingénieur ou master universitaire en efficacité énergétique, génie civil ou construction durable. Des mastères spécialisés existent.
SALAIRE : 33 000 à 50 000 euros (Apec).

■ Assistant à maîtrise d'usage, dans la peau des habitants

La question de l'usage des bâtiments se pose de plus en plus. Comment prévoir la façon dont les usagers vont s'approprier le bâti, afin de l'optimiser dans ce sens dès les premiers plans ? « Cela se passe en amont du chantier, et c'est essentiel pour mieux prévoir la conception, et être aussi sobre qu'efficace », pointe Dominique Naert, de l'École des Ponts. Objectif, précise le Réseau national de l'assistance à maîtrise d'usage : faire les bons choix en réduisant l'impact carbone et en augmentant le confort, avec une vision à long terme.
FORMATION : bac+5/6 : cursus d'architecte et/ou en sociologie.

Déjà plébiscitée par le spatial, l'aéronautique et le médical, l'impression 3D est appelée à se développer dans le secteur des biens de consommation.

SALAIRE : similaire à celui de son collègue assistant à maîtrise d'œuvre. « L'AMU, plus spécialisé, gagne en général 10% de plus », confirme Dominique Naert. Soit environ 40 000 euros, et jusqu'à 65 000 euros pour les confirmés.

INDUSTRIE

La fameuse usine du futur, intelligente et flexible, pourra produire plus efficacement, tout en économisant les ressources, numériques, matérielles et humaines. Ces révolutions, qui touchent déjà l'industrie, permettront à de nouveaux profils de trouver leur place dans ce secteur qui pèse 13% de notre PIB. Et 3 millions d'emplois !

■ Coboticien, le concepteur de robots collaboratifs

Cet ingénieur conçoit les robots assistant les opérateurs dans leurs tâches, puis en pilote la maintenance, afin de s'assurer qu'ils interagissent de façon optimisée. Il combine de nombreuses compétences : mécanique, programmation, robotique, mais aussi compréhension des usages et des besoins au cœur de l'usine. Dans une industrie où la place de la machine croît, ce métier devient capital.
FORMATION : titre d'ingénieur, avec spécialisation en robotique ou génie industriel.
SALAIRE : en moyenne 50 000 euros par an, et jusqu'à 80 000-90 000 euros pour les plus expérimentés.

■ Ingénieur fabrication additive, le roi de l'impression 3D

Selon le cabinet Research and Markets, le marché mondial de la fabrication additive devrait atteindre les 20 milliards de dollars en 2028. Cet ingénieur prend en main les fichiers numériques définissant l'objet à générer, choisit les matériaux, les combine

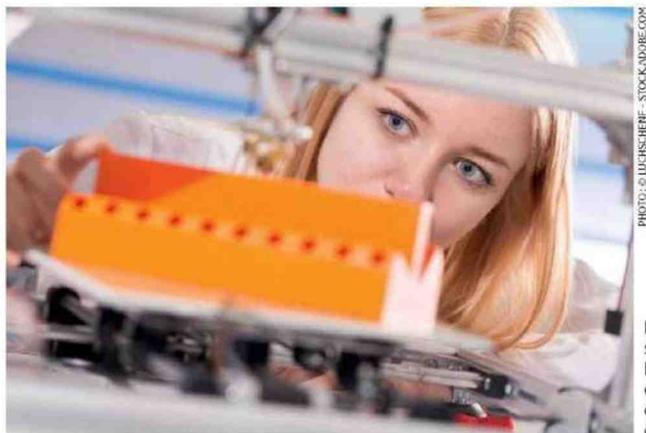


PHOTO: © LUCASHERF - STOCKADOBEE.COM





25 MÉTIERES À EXERCER... EN 2025

➔ parfois, puis définit le processus d'impression, et contrôle la qualité des pièces fabriquées, main dans la main avec des techniciens spécialisés (niveau bac pro ou BTS), qui réalisent la maintenance et l'aident dans ses manipulations. Les bureaux d'études recrutent aussi des chefs de projet en fabrication additive. **FORMATION** : titre d'ingénieur indispensable. Plusieurs écoles, dont les Arts et Métiers, ont des spécialisations en fabrication additive. **SALAIRE** : entre 35 000 et 49 000 euros annuels selon l'expérience (Apec).

RESSOURCES HUMAINES

Le secteur vit de nombreuses transitions, entre renfort du télétravail, développement du travail hybride, nouvelles attentes des salariés et volonté de diversité. Il faut aussi fidéliser des talents parfois difficiles à retenir ! Alors de nouvelles fonctions apparaissent dans les services RH. Et elles sont bien parties pour durer...

■ **Responsable diversité et inclusion, le rempart contre les discriminations**
De plus en plus présent en RH, il est attentif à « la promotion de la diversité et à la prévention des discriminations », écrit l'Apec. Sa mission commence par un diagnostic, relevant dispositifs existants et problématiques. Cela peut

toucher aux questions de handicap, d'égalité, de discrimination liée à l'âge, aux origines, à la religion... Il met ensuite en place des process et actions de contrôle, pour s'assurer que son organisation va dans le bon sens !

FORMATION : bac+5 en IEP, école de commerce ou université (IAE, master RH ou sciences humaines et sociales).

SALAIRE : 30 000 à 40 000 euros pour un junior, 45 000 à 60 000 euros pour un confirmé.

■ **Employee success manager, un premier rôle dans la fidélisation des salariés**

Comment garder les talents, surtout les plus rares, le plus longtemps possible ?

« Les besoins et envies évoluent avec le temps, ce profil doit s'assurer que le salarié trouve son compte dans son emploi, qu'il est satisfait de son poste et du package qui l'accompagne », relève Manuelle Malot, de l'Edhec. Le risque, sinon : voir son précieux collaborateur se faire débaucher...

FORMATION : bac+5 en RII et/ou en communication.

SALAIRE : de 40 000 euros à 70 000 euros.

■ **Chief impact officer, l'évangéliste écoresponsable**

Alors que la fonction RSE arrive au comex des entreprises, le CIO prend du galon : il intègre la notion d'impact dans la stratégie de l'organisation, à la fois sur des enjeux sociaux, environnementaux et sociétaux. Il lui faut mobiliser les services, créer des projets et, grâce à ses actions, valoriser l'image de sa société. Autant dire que c'est un poste capital, recherché par les grands groupes et les ETL.

FORMATION : école de commerce ou master universitaire, avec une spécialisation en RSE.



PHOTO : © DR

LAURE RUDELLE ARNAUD 41 ANS, CHIEF PEOPLE AND IMPACT OFFICER, CHEZ SENDINBLUE (PARIS)

“La question de l'impact prend de l'ampleur dans les entreprises”

Pour Laure, les ressources humaines sont venues après plusieurs années de conseil. Plus attirée par l'humain et la conduite du changement que par l'analytique, elle part pour le service RH de Sodexo, où elle reste une décennie et développe une sensibilité aux thématiques RSE. Son nouveau poste lui permet de mêler ces deux univers, en tant que chief people and impact officer pour cette boîte spécialisée dans le marketing et l'e-mailing. Concrètement, elle est à la fois à la tête du service RH et chargée de piloter les démarches RSE. « Les problématiques d'impact sont attendues par les investisseurs comme par les employés, explique Laure. La question est de savoir comment en faire un atout stratégique. » Parmi ses travaux du moment : la compensation de l'empreinte carbone de l'entreprise, une politique de déplacements privilégiant les transports en commun, et l'établissement de métriques sur la diversité et l'inclusion.

SALAIRE : 40 000 à 60 000 euros en moyenne. Selon la société Greenly, 17% des CIO dépassent les 70 000 euros. De petites sommes à côté du prince Harry, chief impact officer d'une start-up californienne, ayant négocié un salaire à sept chiffres...

■ **Manager de transition, le pro de la situation**

Déjà recherché avec 3 000 offres d'emploi sur l'Apec, ce métier devrait continuer à monter. Ce manager prend les rênes, durant une mission ponctuelle, d'un service ou d'une organisation en transformation, afin de lui permettre de garder le cap, malgré des situations parfois difficiles. Si ces fonctions sont apparues en France dans les années 1980, les transitions

que rencontrent les entreprises sont telles que ces professionnels sont toujours attendus de pied ferme par les services en difficulté.

FORMATION : école de commerce de préférence et une solide expérience (au moins dix à quinze ans) dans le secteur.

SALAIRE : au moins 80 000 euros par an (Fédération nationale du management de transition). Les plus expérimentés atteignent les six chiffres.

DATA, NUMÉRIQUE

Selon Numeum, syndicat des métiers du numérique, le chiffre d'affaires du secteur devrait croître de 7% rien qu'en 2022. Plus de 50 000 salariés travaillent





SPÉCIAL FORMATION

CHANGER DE VOIE, CHANGER DE VIE

25 MÉTIERS À EXERCER... EN 2025

➔ déjà dans la transformation digitale, le cloud, le big data, l'IoT (Internet des objets) et sécurité. Et ce n'est évidemment pas près de s'arrêter.

■ Data protection officer, le garant des évolutions légales

Ils sont déjà 28 000 en France, mais les besoins demeurent. «Avec les nouvelles directives européennes, les missions du DPO évoluent et les entreprises continuent à en recruter», précise Mathieu Carrier, de l'Opco Atlas. Toutes les entreprises doivent se mettre en conformité avec ces évolutions légales et embauchent donc des DPO, salariés ou consultants. Et des adjoints, preuve de la structuration de la fonction.

FORMATION : master en droit des données dans l'idéal. Mais un profil juridique ou ingénieur peut se former via un master spécialisé ou diplôme universitaire DPO, en un an.

SALAIRE : de 40 000 euros pour un junior à 80 000 euros pour un profil confirmé (cabinet RH Clémentine).

■ Manager green IT, un mix DSI et RSE

Pour réduire l'empreinte carbone d'un écosystème numérique polluant (2 à 4% des émissions de gaz à effet de serre), de nouveaux postes apparaissent. Dont le manager green IT. Son rôle : réduire l'empreinte et allonger la longévité du parc informatique.

A mi-chemin entre la DSI et la RSE, il a aussi un rôle de pédagogue auprès de ses collègues. Les grandes entreprises le recruteront en interne, tandis que les petites structures se limiteront à un consultant.

FORMATION : titre d'ingénieur ou master d'informatique. Et un master spécialisé en RSE, éco-efficacité ou développement durable.

SALAIRE : de 31 000 à 42 000 euros pour un junior (CID), au-delà de 50 000 euros avec de l'expérience.

■ Responsable cybersécurité, le bouclier contre les hackers

Créer 37 000 emplois et tripler le chiffre d'affaires du secteur cyber d'ici 2025, voilà l'ambition du gouver-

nement. Et c'est bien parti : les entreprises recrutent des experts capables de protéger leurs données et leurs systèmes d'information. Cet informaticien prévient, protège, mais sensibilise aussi ses collègues sur leurs usages.

Dans les groupes, il peut y avoir un service dédié à la cybersécurité. Les petites organisations auront l'aide d'un consultant, voire un ou deux salariés dédiés.

FORMATION : titre d'ingénieur ou master universitaire, avec une spécialisation en cybersécurité. Des formations à niveau bac+3 commencent à apparaître.

SALAIRE : au-delà des 50 000 euros par an. Un directeur cybersécurité peut dépasser les 100 000 euros.

■ Responsable/consultant IAM (Identity and Access Management), le gestionnaire des accès

Derrière cet acronyme se cache la question des identités et des accès électroniques. Quels utilisateurs ont accès à quelles tâches et à quelles parties des réseaux de l'entreprise ? Face à des données toujours plus nombreuses et sensibles, cet ingénieur devient un acteur clé des services informatiques.

Il va automatiser la gestion des comptes, pour que chacun ait accès aux bonnes ressources.

FORMATION : titre d'ingénieur ou master, avec une spécialisation en cybersécurité.

SALAIRE : 45 000 à 60 000 euros, selon l'expérience.

■ Développeur, la rock star du code

Selon le cabinet SlashData, le nombre de développeurs dans le monde va passer de 19 millions en 2019 à 45 millions en 2030 ! Même si de nombreuses formations existent, il en manquerait encore des dizaines de milliers, rien qu'en France...

«Ce sont des profils toujours recherchés ! Les entreprises veulent internaliser ces compétences, car les prestations coûtent cher, et les bons profils sont rares», explique Aurélie Le Sollicc, directrice IT du cabinet Robert Half. Même constat à l'Apec : le développeur trône le top 10 des métiers les plus recherchés.

FORMATION : de bac+2 à bac+5 : BTS, BUT, école d'ingénieurs, d'informatique, cursus universitaire... Les diplômés des écoles de code en accéléré devront faire leurs preuves, mais pourront trouver leur place.

SALAIRE : plus de 65 000 euros à partir de quatre ou cinq ans d'expérience. Et c'est no limit pour les meilleurs !

Note : tous les salaires sont exprimés en brut.



PHOTO : © DR
GUILLAUME CELOSIA 28 ANS, CONSULTANT CYBERSÉCURITÉ, HEAD OF OT/IOT SECURITY CHEZ SQUAD CONSEIL & EXPERTISES (LYON)

“J'évite qu'un attaquant prenne le contrôle d'une grue sur un terminal”

En école d'ingénieurs, Guillaume s'intéresse à la cybersécurité, notamment pour les objets connectés. «Il y avait encore peu d'experts pour juger de leur sécurité et de leur respect des données des utilisateurs», se souvient-il. Pour creuser, il approfondit cette problématique en thèse, puis est recruté en tant que consultant par la société Squad. Guillaume travaille pour l'un des leaders du transport maritime : «Je suis là pour éviter au maximum les risques pour le client, par exemple qu'un attaquant prenne le contrôle d'une grue sur un terminal. J'analyse les infrastructures et j'identifie des solutions techniques.» Cela passe aussi par une sensibilisation des salariés : les menaces peuvent venir d'une clé USB, d'un mail, d'un logiciel piraté... En tout cas, il n'est pas inquiet pour son avenir : «Ce secteur recrute, et recrutera beaucoup dans les prochaines années !»